Numéro 56
Jeudi
20 décembre 1979
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Pétrole : la crise, les salariés et le patronat • Politique africaine : ce que cache le domaine secret • Beaubourg : les réalités sous le surréalisme • Agriculture : choisir l'indépendance, par Bernard Thareau • Inexorable giscardisation du paon R.p.r • Dakar : séminaire des femmes socialistes • Education physique et sportive : le gouvernement attaque le C.a.p.e.p.s

Les invitations du P.c.f

Bristol ou papier bleu ?

Une affaire sérieuse doit être traitée sérieusement. Et la paix, c'est une affaire sérieuse. Il ne convient donc pas d'y méler de petites combinaisons politiciennes. Comme le fait le P.c français qui cherche visiblement à tirer avantage tactique de la situation qu'il a créée par ses initiatives contre les euro-missiles : appel à la manifestation de jeudi et motion de censure.

Si son objectif principal avait été d'obtenir la participation et le soutien du P.s, il est évident qu'il ne s'y serait pas pris comme il l'a fait. Quand on tient réellement à recevoir quelqu'un, on ne lui envoie pas une invitation en forme de sommation. En l'accompagnant aussitôt d'insinuations et d'accusations. Ainsi que le fait encore René Andrieu dans l'*Humanité* de mercredi en parlant par exemple «de cette espèce d'union sacrée dans laquelle se retrouvent, une fois de plus, les socialistes et la majorité présidentielle».

S'il voulait pousser le P.s à refuser l'action commune proposée, l'éditorialiste communiste ne s'y serait pas pris autrement. Car lorsqu'il a conçu cet article, il ne savait pas quelle serait la réponse attendue du bureau exécutif de mercredi soir, que j'ignore encore moi-même en écrivant ces lignes.

Ni Washington, ni Moscou

Ce que je sais, en revanche, c'est que les socialistes n'ont pas du tout l'intention de s'aligner. Ni sur Washington, comme l'affirme René Andrieu. Ni non plus sur Moscou. Et c'est bien là qu'en effet, notre position diffère de celle du P.c, qui, dans ce cas plus encore que dans d'autres, épouse complètement les thèses soviétiques. Ce qui le conduit à nier une évidence, sans doute regrettable, mais qui pour l'instant s'impose : la paix repose sur l'équilibre des forces en Europe. Ce qui ne permet pas de faire comme si l'U.r.s.s n'avait pas renforcé, au cours de la dernière période, son dispositif stratégique, avec des fusées qui sont bel et bien pointées en direction de l'Europe de l'Ouest.

Au fait, les relations privilégiées des communistes français avec Moscou pourraient leur permettre une action peut-être utile en direction des autorités soviétiques. Une telle démarche servirait aussi bien la cause du désarmement et de la détente qu'une manifestation à Paris, et une motion de censure.

Georges Fillioud

épinglé

«L'U.d.f est la résultante de plusieurs poussées cohérentes qui vont dans le même sens».

Norbert Segard, dans U.d.f-Scope.

Politique africaine

Un gachis dont on n'a pas atteind le fond

«Le président de la République décide des opérations majeures en Afrique». Cette déclaration de Robert Galley explique probablement pourquoi il aura fallu attendre des années avant qu'un débat ait lieu à l'Assemblée sur la politique africaine. Encore n'a-t-on permis cette inscription à l'ordre du jour qu'à l'extrême limite de la session parlementaire et poussé par les scandales qui ont éclaté sur la place publique.

Ce débat à l'arraché ne compensera nullement le refus de la constitution d'une commission d'enquête demandée par le groupe socialiste qui aurait seule permis la recherche et la présentation à l'opinion de faits que l'on continuera à soigneusement cacher.

La politique africaine de la France restera par excellence, le domaine du secret, des responsabilités mal définies, derrière lesquelles on est en droit de se demander quels intérêts se cachent. Cette obsession du secret ne trouve probablement sa justificatin que dans la divergence entre les mythes qui sont sensés l'inspirer, et les réalités : une profusion d'idées et de discours généreux qui s'inscrivent dans le contexte de la décolonisation. Et d'autre part, des réalisations dérisoires.

Une générosité qui régresse

En 1975, on crée un fonds de solidarité africain. Quatre ans après, la seule mesure prise a consisté à créer un secrétariat. En 1976, on décide de constituer un fonds exceptionnel pour l'Afrique. On en est encore aux phases exploratoires. Notre aide globale au tiers-monde (hors D.o.m-T.o.m qui, si on suit les discours officiels, «sont la France») représentait 1,25% du produit national brut en 1960, mais n'en représente plus que 0,3 % en 1979 ; et dans cette enveloppe, l'Afrique, soi-disant objet de tous nos soins. Comme le disait M. d'Estaing à Kigali le 20 mai dernier : «le dialogue franco-africain prend progressivement la forme d'une solidarité active et généreuse !»

En attendant, cette générosité se manifeste néanmoins. De 1977 à l'installation du président Dacko dans le siège tout chaud de Bokassa, les forces militaires françaises sont intervenues cinq fois sur le continent africain.

Aujourd'hui, la France entretient des forces d'intervention de 1 200 hommes au Tchad, 800 en Centrafrique, 150 en Mauritanie. En outre, 5 000 hommes sont répartis dans les bases du Gabon, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, à Djibouti. Ces interventions militaires n'ont eu pour but que d'essayer de calmer les conflits que la politique de coopération «indépendante des types de régime» a contribué à exacerber.

Responsabilité au Tchad, pour avoir

(suite page 2)

Fondation Jaurès

POSITION

Politique agricole : choisir l'indépendance

par Bernard Thareau
Délégué national à l'Agriculture

Il ne fait pas de doute que dans les vingt prochaines années l'agriculture sera amenée à jouer un rôle déterminant dans l'économie de notre pays mais aussi dans l'économie européenne et mondiale.

Cette reconnaissance de l'agriculture comme secteur d'avenir de nos économies n'est pas encore acceptée par tous les responsables politiques des pays concernés et de la France en particulier malgré les déclarations tapageuses faites ces derniers mois. Plusieurs raisons plaident pourtant en faveur du développement de l'agriculture afin qu'elle devienne dans les décennies à venir l'élément moteur d'un croissance nouvelle.

Tous les experts, en effet, s'accordent à reconnaître que si nous n'y prenons garde dès maintenant, alors qu'il est déjà presque trop tard, la situation alimentaire mondiale, loin de s'améliorer, ira en s'aggravant.

La France qui, selon les années, se place dans les quatre premiers pays exportateurs de produits agricoles, a donc là un rôle considérable à jouer. Elle se doit de construire une agriculture à la hauteur de ses possibilités qui sont très importantes, si nous savons les mettre en valeur, des ambitions que nous voulons lui donner mais surtout de ses responsabilités, lorsqu'on sait que de plus en plus souvent, certains pays pensent à utiliser l'alimentation comme une arme. Ne parlet-ton pas en effet de l'arme du blé ?

Dans ces conditions la France et l'Europe ne peuvent laisser aux Etats-Unis le monopole de commerce international des produits alimentaires.

Nous devons affirmer notre volonté d'indépendance ainsi que notre volonté exportatrice des produits mais aussi des techniques de production mises au point par nos chercheurs qui, chacun le reconnait, sont parmi les meilleurs.

La seconde raison qui devrait nous inciter à développer de manière importante le secteur économique de l'agriculture, relève de l'indépendance nationale, sans malthusianisme bien sûr. Qu'adviendrait-il de notre économie, en effet, si nous nous trouvions confrontés pour notre alimentation à une crise semblable à celle qui s'est développée à partir de 74 pour notre approvisionnement énergétique ? Qu'adviendrait-il si dans le secteur agro-alimentaire nous laissions quelques industries multinationales faire et défaire le marché et l'approvisionnement du monde pour leur seul profit ?

Il ne s'agit pourtant pas d'une hypothèse d'école, souvenons-nous des problèmes déjà posés lors des hausses spéculatives du soja, ainsi qu'en 73 lors de ce qu'on avait appelé «la guerre des poulets».

Le problème est donc de savoir ce que nous voulons faire de notre agriculture dans un monde où le blé est devenu l'arme stretégique, un outil de l'équilibre est-ouest, et de la spéculation entre les U.s.a et l'U.r.s.s. Peut-on faire de l'agriculture le marché du siècle alors qu'on n'est pas sur qu'elle puisse le devenir jamais ?

Le mauvais choix

Le choix est donc bien entre l'indépendance et le profit de quelques firmes industrielles. Notons par exemple que le seul budget de publicité d'une des firmes les plus puissantes de l'agro-alimentaire mondiale «Nestlé», est supérieur au budget de l'organisation Mondiale de la Santé. Les derniers débats qui ont eu lieu tant à Strasbourg sur le budget de la Communauté Européenne qu'à l'Assemblée nationale sur la loi dite d'orientation agricole, nous laissent penser que le choix fait par le gouvernement français n'est pas le bon.

En effet, comme nous l'avons dénoncé à maintes reprises, le volet économique de la loi d'orientation, outre qu'il n'intègre pas ces données mondiales et européennes, tend à faire de l'agriculture française une agriculture intégrée dans des filières agro-alimentaire, orientation que nous retrouvons d'ailleurs dans les travaux préparatoires du 8e Plan.

Une telle intégration entre les mains des industries agro-alimentaires ne peut qu'aboutir à une triple concentration des productions et des exploitations.

Elle ne saurait répondre au souci d'indépendance qui devrait conduire le modèle de développement de notre agriculture sur une base plus économe et plus autonome.

Ce nouveau modèle de développement ne peut se concevoir qu'en concertation avec nos partenaires européens dans le cadre d'une prospection visant à assurer l'indépendance alimentaire européenne vis à vis des Etats Unis. C'est pourquoi nous refusons de nous laisser enfermer comme certains veulent le faire dans une négociation de la politique agricole commune à travers le cadre étroit du budget de la Communauté Economique Européenne, et production par production, ce qui aboutira inévitablement à la négation et à la remise en cause de toute politique agricole commune.

Il parait indispensable aujourd'hui de renégocier la politique agricole commune dans sa globalité, sur des bases saines, c'est-à-dire de convoquer une conférence des pays européens sur cette politique telle qu'elle s'est faite à Stresa au lendemain de la signature du traité de Rome, pour remettre en cause une politique agricole qui aujourd'hui ne correspond plus à l'attente des agriculteurs ni aux impératifs en vue.

Politique africaine

(suite de la première page)

soutenu aveuglément les tribus du Sud au détriment de la majeure partie de la population.

Responsabilité en Centrafrique, pour avoir flatté un Bokassa jusqu'à ce que ses crimes éclaboussent ses protecteurs qui feignaient l'innocence.

Responsabilité au Zaïre : l'envoi de troupes françaises l'a préservé par deux fois de l'effondrement. La France continue à se présenter comme le meilleur soutien du régime Mobutu.

On suppose que M. d'Estaing, va, la main sur le coeur, prétendre à l'étonnement douloureux, à la bonne foi surprise lorsqu'il saura que, selon un témoignage précis pubilé le 17 décembre par *le Soir* de Bruxelles (qui n'est pas précisément un journal gauchiste et irresponsable) : «cédant aux pressions de ses chefs militaires, le président Mobutu a ordonné les massacres de 250 jeunes écoliers, en juillet dernier»

Le soutien aux régimes les plus corrompus et les plus incapables explique seul l'activité de la présence militaire française. Ils sont aussi ceux qui rapportent le plus à certains intérêts privés. Comme cela est inavouable, on cherche une excuse dans les menaces d'ingérence étrangère : mais ne sommes-nous pas aussi des étrangers sur ce continent ? Et la présence d'autres forces étrangères n'est-elle pas la conséquence de l'aide que nous avons apportée à un pays comme l'Afrique du Sud dans ses tentatives pour destabiliser les régimes progressistes d'Afrique ?

Nul ne saurait contester l'extrême importance de nos rapports avec le continent africain. Et certainement pas les Africains eux-mêmes. Mais notre politique reste marquée par deux attitudes profondément néfastes.

1. La politique de M. d'Estaing est axée sur le passé, imposée par un personnel politique autochtone qui a fait ses classes politiques en France même, ou qui s'est formé au sein de notre armée. Elle ignore les nouvelles classes dirigeantes, formés dans d'autres pays et qui sont beaucoup plus proches de peuples particulièrement jeunes.

2. Cette politique refuse aussi d'admettre que la France n'est pas africaine, qu'elle n'a pas par nature une vocation africaine. «L'Afrique aux Africains» fait partie des principes théoriques. Mais il s'applique à tous, sauf à la France.

Mais l'Afrique a beaucoup changé en vingt ans d'indépendance et même depuis 1974. Elle continue à changer. Et ces changements laissent notre pays désarmé, faisant perdre à la France toute chance de construire avec le plus grand nombre de pays africains, des liens durables, fondés sur le respect mutuel et les échanges égalisés.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils, Michel Deschamp
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

JEUX OLYMPIQUES A MOSCOU

Le Parti socialiste a exprimé à de nombreuses occasions sa conception des jeux Olympiques. Ceux qui vont se dérouler à l'été 1980 à Moscou soulèvent un certain nombre de questions.

1. Conçus pour être une fête sportive internationale, pour porter un message de fraternité et de paix, les jeux olympiques laissent trop souvent la place à un affrontement entre nations. L'émulation entre sportifs de haut niveau est un fait dont le P.s, reconnait l'intérêt. Mais il dénonce la conception étroitement utilitaire et nationaliste que, comme beaucoup d'autres, le gouvernement par la voix et l'action de J.P. Soisson, tente d'imposer. En faisant reposer la sélection française pour les jeux sur une nouvelle forme de rentabilité mesurée en gain de médailles oubliant l'héritage des débuts de l'histoire des Jeux Olympiques, le gouvernement utilise de plus en plus le sport à des fins politiques.

2. Dans un monde marqué par la lutte de tant d'hommes et de femmes pour les libertés et les droits de l'homme, une fête internationale comme les Jeux Olympiques ne peut être complète si se poursuivent les atteintes à ces droits.

A l'occasion des Jeux Olympiques à Moscou, les socialistes français tiennent à lancer un appel à toutes les nations participantes pour qu'elles respectent les droits de l'homme tels qu'ils sont notamment affirmés par la Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les Pactes de 1966 et les Accords d'Helsinki.

Le P.s qui voit dans le choix de Moscou par les autorités sportives internationales, un hommage rendu à l'Union Soviétique et à son peuple pour leur contribution au développement du sport tant comme activité de masse que de haut niveau, adresse en premier lieu cet appel au pays organisateur dont les responsabilités sont essentielles pour que les jeux soient une entière réussite. C'est pourquoi à l'occasion de ces jeux, le gouvernement soviétique doit donner la preuve de sa volonté d'agir en faveur des libertés et de la paix entre les hommes.

Le P.s demande, comme il l'a déjà fait à de nombreuses reprises, la libération des prisonniers ou internés d'opinion en Union soviétique, que leur perte de liberté soit dûe à des raisons religieuses, syndicales, politiques ou de nationalité. Les socialistes réaffirment leur attachement à la libre circulation des personnes. Ils demandent que les journalistes puissent pleinement effectuer leur travail d'information.

(Communiqué du Bureau exécutif du 12.12.79)

CAPEPS (*)

Le P.s, informé de la parution prochaine de nouveaux textes réglementaires modifiant les conditions de passage du C.a.p.e.p.s session 1980, dénonce le caractère illégal d'une mesure intervenant en cours d'année universitaire et les modifications ainsi apportées au contenu des épreuves du concours au niveau des conditions d'admissibilité.

La disparition des épreuves de pédagogie pratique compensée par l'adjonction d'une épreuve écrite d'administration et d'une épreuve physique de polyvalence aura pour conséquence de perturber gravement la préparation de tous les candidats et de défavoriser plus particulièrement les candidats qui ont choisi depuis plusieurs mois des polyvalences désormais supprimées (Sports de combat, sports collectifs, haltérophilie, danse...).

Ces nouvelles dispositions fondées sur des arguments d'économie budgétaire (frais de jurys) et la volonté délibérée d'éliminer, dès l'admissibilité, le maximum de candidats, témoignent de la volonté gouvernementale de démanteler et de réduire la formation universitaire des étudiants en éducation physique et sportive.

Le P.s. rappelle son attachement au maintien d'une formation longue, et jusqu'au plus haut niveau dans le cadre de l'Université (Maîtrise, Doctorat) et sa volonté de répondre aux besoins qualitatifs et quantitatifs dans le domaine des activités physiques et sportives. Il apporte son total soutien aux étudiants et aux enseignants d'E.p.s actuellement en lutte dans leurs établissements universitaires.

(Communiqué du Bureau exécutif du 12.12.79).

(*) Certificat Aptitude au Professorat d'Education Physique et Sportive

ACTION EN SEINE-SAINT-DENIS

Saint-Denis. La Fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis apporte son soutien aux travailleurs de la Compagnie générale des Eaux en grève depuis mardi. Elle demande la tenue de réelles négociations devant aboutir à la satisfaction des justes revendications des personnels de la C.g.e et de leurs organisations syndicales.

QUESTIONS ECRITES

de Alain CHENARD

qui demande dans quelles conditions sera effectué l'effort particulier décidé par le Conseil des ministres du 7 novembre 1979 pour faciliter l'accès des citoyens à l'information dans le domaine électro-nucléaire. A cette occasion, il a annoncé que l'information serait améliorée en plan local, en conséquence, il attire son attention sur la nécessité de garantir l'objectivité de ce type de démarches car il lui semble indispensable que les différents points de vue scientifiques en présence soient portés à la connaissance des citoyens.

de Henri DARRAS

sur l'insuffisance de la solde du militaire appelé. Le montant en est dérisoire et la doubler ne parait pas démesuré si l'on tient compte de la hausse des prix dans tous les secteurs économiques.

A DAKAR LES FEMMES SOCIALISTES EN SEMINAIRE

Un séminaire international des femmes socialistes a été organisé par le P.s sénégalais à Dakar les 13, 14 et 15 décembre avec la collaboration du S.p.d. Neuf pays y étaient représentés (dont 7 pays africains). Pierrette Giraud, déléguée générale aux luttes des femmes et Françoise Fugier, assistante pour le Tiers monde auprès du Secrétariat national aux Relations internationales, représentaient le P.s.

Au cours des débats, extrêmement riches et fraternels, deux thèmes principaux ont été traités : le rôle de la femme dans les Partis socialistes, la femme et le développement dans une société socialiste ; la nécessité de reconvertir les mentalités - des hommes, notamment, mais aussi des femmes - a été soulignée. Dans ce but, la formation politique doit obligatoirement prendre ce problème en compte. Les femmes doivent avoir des fonctions réelles à tous les niveaux et dans toutes les instances des partis, y compris supérieures.

Sur le développement, les participantes ont affirmé que les femmes, comme les hommes, sont des ressources potentielles : le développement commence par la prise en considération de toutes les ressources humaines, en capacité productive comme en capacité d'initiative. Les femmes, qui depuis longtemps, jouent un rôle fondamental dans l'agriculture et le commerce veulent accéder aux autres branches de l'économie réservées jusqu'à présent aux hommes. Elles souhaitent des réalisations concrètes pour les soulager de leurs tâches domestiques.

Les femmes africaines sont désireuses d'être des femmes dites «modernes», tout en restant enracinées dans l'essentiel des valeurs culturelles de leurs peuples. Les conclusions ont démontré qu'il y avait identité de problèmes des femmes dans tous les pays.

UNIVERSITES
Après le recul du gouvernement

Le Parti socialiste se félicite de la forte mobilisation constatée à Paris et en province contre la proposition de loi Seguin-Rufenacht qui a obligé le gouvernement à retirer ce texte de l'ordre du jour du Sénat.

L'union réalisée sur le terrain pour sauvegarder les libertés universitaires a montré la voie à suivre pour mettre en échec l'ensemble de la politique de régression universitaire de Mme Saunié-Seité.

(Communiqué de la Délégation à l'Education).

Télé-P.S.

CE SOIR JEUDI A 19H.40 SUR T.F.1. - LE P.S. DONNE LA PAROLE A DES JOURNALISTES QUI EVOQUERONT LES "AFFAIRES" AFRICAINES.



Caracas assombrit encore la conjoncture 1980

Devinez qui paiera la crise ?

Pas de miracle à Caracas ! Le père Noël n'était pas au rendez-vous de la réunion ministérielle de l'O.p.e.p. Et, sauf surprise de dernière heure, les pays producteurs de pétrole s'en repartent comme ils étaient venus, divisés tant sur le niveau des prix du brut que sur le débit des puits en 1980.

Du fait de la part importante des fournitures saoudiennes dans son approvisionnement pétrolier, la France se trouve relativement favorisée. Néanmoins ce sont les hypothèses tristes qui prévalent pour la conjoncture en 1980.

Cela veut dire, de l'aveu des experts de l'Insee, à la fois une croissance ralentie et une inflation au delà de 11% l'an.

Haro sur les salaires

Qui paiera cette double facture ? De Barre à Ceyrac on manie allègrement le spectre de 1974 : à l'époque, disent-ils, les entreprises avaient subi le choc de plein fouet, conservant du personnel excédentaire par rapport à leur production et continuant à laisser progresser les salaires à un rythme très supérieur à celui du coût de la vie. Celà n'avait fait qu'aggraver la crise les années suivantes.

Conclusion partagée par le gouvernement et le patronat : pas question de laisser se dérouler le même scénario, les entreprises ne doivent pas payer la facture pétrolière. Donc ce seront les salariés qui trinqueront. Doublement, par des licenciements et par un nouveau tour de vis salarial.

Cette vision présente pour le moins une faille importante : brider le pouvoir d'achat des salariés en période de récession internationale conduit davantage à aggraver la crise qu'à la résoudre. Et sur ce point les conclusions des experts de l'I.n.s.e.e et celles de M. Méraud, dans son rapport sur la conjoncture au Conseil économique, se rejoignent : le danger en 1980 n'est pas d'une trop forte progression du pouvoir d'achat mais au contraire d'une progression insuffisante.

Si en 1975 la récession n'a pas été plus grave en France c'est précisément parce que la consommation des ménages a tenu bon et a, en quelque sorte, amorti le premier choc pétrolier.

Depuis son arrivée à Matignon, Barre a mis à son actif une grande «réussite» : modifier le partage de la valeur ajoutée en améliorant la part dévolue aux profits des firmes et en diminuant celle des salariés. Lors de son assemblée générale le C.n.p.f vient d'en prendre acte sous la forme d'un voeu : «Pourvu que cela dure».

Dans la période qui s'ouvre, la poursuite de cette politique de compression des salaires, dont on saisit parfaitement qu'elle séduise le patronat, serait pourtant suicidaire pour l'économie française.

Beaubourg : les obscurs ne veulent plus servir la messe

Beaubourg, où l'on expédie désormais les vernissages par vagues de quatre ou cinq à la fois pour satisfaire aux exigences bien planifiées de la gestion bureaucratique et du marketing culturel, avait convié hier la presse et le tout-Paris des arts à l'inauguration de l'exposition Salvador Dali. Le maître lui-même était présent, mais n'a pas pu officier : les travailleurs du Centre, à l'appel de leurs syndicats (C.g.t, C.f.d.t, F.o) interdisaient l'entrée du sanctuaire à la brillante cohorte.

Ils ont ainsi porté à la connaissance de l'opinion quelques faits et chiffres qui ne figurent jamais dans les proclamations officielles sur la «réussite» du Centre national d'Art moderne Georges Pompidou.

Sur 800 personnes employées, 10 % sont des vacataires et, comme la plupart des salariés, ne sont pas rémunérés à la hauteur de leurs qualifications et du surcroît de travail entraîné, précisément, par le succès de l'institution auprès du public : on a compté 40 000 visiteurs à Beaubourg, certains dimanches, alors que le Centre ne dispose que de 5 «vigiles» pour assurer la surveillance des équipements et des œuvres exposées - et ceci n'est qu'un exemple

Les personnels demandent donc, depuis plusieurs mois, une révision globale des classifications et des grilles de salaires. Ils n'acceptent pas, et on les comprend, d'être les tâcherons sous-payés d'une «grande» politique culturelle hypercentralisée dont Beaubourg est devenu le symbole.

Le mouvement déclenché mardi est le signe de cette révolte. Il se poursuivra dans les prochains jours si aucune réponse n'est apportée aux revendications présentées par les syndicats.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Derniers débats à l'Assemblée

Le paon R.p.r dans les sables giscardiens

Le R.p.r n'a pas fait «la guerre» au gouvernement lors de cette session parlementaire.

Voilà, dira-t-on, qui ne surprendra aucun observateur sérieux : «Riposte», notamment n'a jamais dit autre chose. Le seul intérêt de ces redites est effectivement qu'elles sont l'oeuvre de M. Claude Labbé soi-même. C'est le président du groupe parlementaire R.p.r qui a en effet tenu mardi à remettre les choses à leur juste place, c'est-à-dire en l'occurence à celle de la politique la plus politicienne. Seuls la bonne presse et nombre de commentateurs de radio ou de télévision avaient feint de prendre au pied de la lettre les rodomontades chiraquiennes.

Voie libre pour Barre

Pour achever de convaincre les plus engiscardisés de ses auditeurs de sa quasi totale innocuité, M. Claude Labbé a annoncé par ailleurs mardi que les membres de son groupe jouiraient de leur liberté de vote lors du second débat sur le texte relatif au financement de la Sécurité sociale. Le R.p.r avait une première fois amené Raymond Barre à engager la responsabilité de son gouvernement sur ce projet de loi qui institue une cotisation sur la pension des retraités. Cet acte d'héroïsme accompli, il s'était courageusement abstenu de voter la censure.

Cette fois, il ne déposera même pas de motion de renvoi. Tout bouillants d'ardeur sociales qu'ils tentent de paraître, les députés chiraquiens ne veulent tout de même pas passer pour des empêcheurs de puiser rondement dans les poches des retraités. M. Barre, même s'il doit à nouveau faire les gros yeux, aura la voie libre.

Reste que le R.p.r ne soutient le gouvernement que par défaut.. de courage. S'il n'y avait la lugubre perspective de perdre beaucoup de plumes dans des élections législatives, le paon chiraquien aurait depuis belle lurette jeté le gouvernement aux orties. C'est que le R.p.r a bien compris que l'un des voeux les plus chers à l'hôte de l'Elysée était l'extinction du chiraquisme. Les quelques traces de dessein national qu'a conservées le mouvement sont insupportables au regard de Valéry Giscard d'Estaing. Il faudra donc bien que la giscardisation se fasse, tôt ou tard. Le R.p.r aura beau courir, s'il ne quitte pas résolument les (mauvais) lieux de la majorité, les sables mouvants du libéralisme avancé l'engloutiront.

M. Claude Labbé ne pense probablement pas autrement. Mais sans doute l'instinct de conservation ne joue-t-il, chez lui comme chez Jacques Chirac, qu'à court terme. Toujours est-il que le président du groupe R.p.r a promis mardi qu'il serait sage lors de la prochaine session. «Le R.p.r abordera l'année 1980 avec le sérieux et la résolution qui conviennent à la situation de la France. Il ne se veut ni dominateur ni marginal», a trompetté M. Labbé. Il finira par se vouloir «ailleurs», et par se retrouver nulle part.